Projet de charte pour une Europe Progressiste Ecologiste

POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE !

Face aux mouvements migratoires inéluctables, exigeons une politique européenne respectueuse des populations, avec notamment la création de centres d'accueil européens financés par l'Union européenne.
Nous proposons également :

- Des quotas d'accueil de migrants pour chaque pays membre sous peine de sanctions financières.
- La remise en cause des accords de Dublin sur l'accueil des migrants (Le principe actuel : un demandeur d'asile peut déposer son dossier uniquement dans le pays où il a été enregistré par les autorités pour la première fois. Censé éviter qu'un requérant ne sollicite l'asile à plusieurs endroits, ce système a un effet pervers : il met une pression considérable sur les zones géographiquement les plus proches de la Méditerranée (Italie, Grèce, Espagne). En attendant l'éventuelle mise en place d'une solidarité européenne dans ce domaine, les états membres continuent de légiférer individuellement).
- Création d'une agence européenne des réfugiés.
- Un corps européen de garde-frontière spécialement compétent pour lutter contre le trafic d'êtres humains.
- Développer une politique de codéveloppement fonctionnel (financement de projets locaux, favoriser le micro-crédit, favoriser les visas étudiants) et exiger le bilan des accords avec les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).
- Promotion et développement de services publics européens.
- Exigeons de l'Europe une condamnation ferme à l'encontre des Etats membres qui s'engagent dans des réformes législatives durcissant leur politique migratoire,
- Oui à l'Europe du codéveloppement, proposons une politique Europe-Afrique et Europe-Asie plus ambitieuse en soutenant le développement économique, environnemental et social des divers états dans l'intérêt des populations locales et non dans l'unique intérêt des investisseurs européens.

- Promouvoir un nouvel axe de partenariats avec nos voisins proches (arc Méditerranéen, Russie, Turquie) comme les plus éloignés (Asie, Afrique, Amérique).
- Donnons à l'Europe une identité solidaire en valorisant les projets associatifs (notamment écologiques...) co-construits entre citoyens européens.

POUR UNE EUROPE DE L'HARMONISATION : SOCIALE, FISCALE ET ENVIRONNEMENTALE !

Face au dumping social, et afin de mettre un terme à cette Europe libérale, exigeons l'instauration d'une protection des salariés avec notamment la mise en place d'un SMIC européen adapté garantissant un revenu digne pour tous ainsi que la création d'une couverture sociale à l'échelle européenne financée par la taxation des mouvements financiers non productifs. D'autres outils sont à construire pour lutter efficacement contre la pauvreté. Nous proposons :

- Un Fonds Européen du développement social, écologique et solidaire.
- Un socle commun de droits sociaux européens : Formation, couverture santé, assurance chômage et SMIC européen (adapté au niveau de vie de chaque pays).
- Une agence européenne en charge spécifiquement de la fraude, de l'évasion fiscale et de la lutte contre le dumping fiscal et social.
- La reconnaissance du droit de grève transeuropéen.
- Co-construire avec les représentants d'associations et des ONG les accords commerciaux avec des règles de protection sociales, environnementales et sociétales. Nous demandons l'intégration, dans tous les accords commerciaux, de clauses sociales et environnementales contraignantes.
- Développer le rôle d'EURES (La plateforme **EURES** aide les demandeurs d'emploi à se rendre à l'étranger pour rechercher un emploi en Europe) pour l'accès à la mobilité professionnelle en Europe.
- Promouvoir des monnaies locales pour soutenir les échanges locaux permettant aux personnes vivant sous le seuil de pauvreté de mieux vivre.
- Renforçons les programmes européens de formation et d'insertion professionnelle, à travers le Fonds Social Européen (FSE), notamment auprès des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap, des demandeurs d'emploi et des travailleurs précaires, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

UNE EUROPE ÉCONOMIQUE PLUS JUSTE CONSTRUITE AUTOUR DE PROJETS PARTAGES !

L'Europe économique doit se faire au seul bénéfice des états membres et de leurs peuples, non au bénéfice des acteurs de la finance internationale.

Pour cela, nous proposons :

- La renégociation des critères de Copenhague - 3% de déficit public et 60% de dette publique - et la mise en place immédiate d'un moratoire concernant les 3% de déficit public pour tous les pays membres.
- Un audit sur les dettes publiques des états membres via la BCE.
- Proposer de nouvelles missions pour la Banque centrale Européenne afin de faciliter l'accès aux crédits intra bancaire.

- Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire (SCOP, Coopératives).
- Renforcer et simplifier les fonds d'aides structurelles (FEDER, FEOGA,) dans une optique de soutien aux régions européennes en difficultés économiques et sociales.
- Refonder la PAC et la politique de la pêche.
- Fonds Européens d'Investissement sur l'Avenir pour une Europe de projets, sur la base d'intérêts et de volontés communes. Plusieurs pays pourraient ainsi s'associer afin de créer des coopérations sur des sujets précis tels que l'Intelligence Artificielle (IA), les enjeux liés à l'Espace, aux Terres Rares et aux Fonds Marins.
- Mise en place d'une fiscalité liée au développement de l'IA et du numérique.

POUR UNE EUROPE DE LA JEUNESSE !

Un programme dédié à la jeunesse européenne qui se décline sous 4 angles d'attaque - éducation, citoyenneté, mobilité, premier emploi. pour redonner espoir et confiances aux jeunes.

Nous proposons :

Education/culture

- Valoriser l'éducation professionnelle dès le collège, proposer, dès le collège, plusieurs choix d'orientation, tant vers la voie classique que vers la voie professionnelle.
- Promouvoir la formation européenne par alternance.
- Favoriser les stages étudiant au sein de l'Union Européenne dans des entreprises implantées dans un autre Etat que le sien.
- Favoriser dans chaque états membres une éducation qui vise à la maîtrise de plusieurs langues européennes : *Objectif qu'à la fin du cycle secondaire les jeunes européens soient en capacité de parler 2 à 3 langues.*
- Valoriser, dès l'âge de 6 ans, une éducation sur l'Union Européenne.

Citoyenneté

- Mise en place d'une éducation sur l'Union Européenne avec mise en relation des symboles de l'union européenne :
    - Traiter du socle commun européen dans les manuels scolaires.
    - Créer des symboles culturels européens forts (Promouvoir des bibliothèques européennes, des centres de recherche européens, des compétitions sportives européennes (Régions vs Régions)…

Mobilité

- Homogénéiser le prix du permis de conduire.
- Développer une politique de transports plus volontariste au niveau européen avec baisse des tarifs et développement des transports transfrontaliers.
- Création d'un Pass Europe gratuit pour les jeunes de 18 ans à 25 ans permettant une réduction de 30% sur l'ensemble des réseaux ferroviaires européens.
- Créer un compagnonnage européen permettant plus de mobilité mais aussi de préserver le patrimoine culturel européen.
- Favoriser les mobilités (ERASMUS, ERASMUS +, création d'un statut d'apprenti européen) avec mise en place d'un crédit d'engagement citoyen cofinancé par l'Etat

membre et l'Union Européenne (Un revenu jeune européen pour les 18-25 ans qui contribuera à promouvoir là encore la mobilité).

Premier emploi

- Mise en place de « Plateforme européenne de l'opportunité à l'emploi » avec des agences implantées localement ayant en leur sein des centres de formation, pour notamment apprendre la langue mais aussi prendre connaissance des normes et règles qui régissent le pays.

POUR UNE EUROPE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DEFENSE !

Oui à une politique européenne de lutte contre le terrorisme et contre toutes les formes de radicalisation avec la mise en synergie des moyens nationaux sous l'égide d'une autorité européenne. D'autres outils sont à construire :

- Une armée européenne dégagée de l'OTAN et détachée de l'emprise des Etats-Unis s'appuyant sur une académie militaire européenne.
- Création d'un Institut Européen de réflexion stratégique regroupant des diplomates, militaires, chercheurs, dirigeants politiques et syndicaux, ONG…
- Création d'un Conseil de sécurité européen.
- Favoriser la mutualisation et le développement d'une BITD (Base industrielle et technologique de Défense) européenne tout en protégeant les intérêts stratégiques nationaux, via un Fonds Européen de Défense (achats d'équipements militaires communs, projets de recherche-développement.).

POUR UNE EUROPE DE LA SANTÉ ! Parce que la santé n'a pas de prix !

Pour cela nous proposons :

- L'Interdiction du Glyphosate.
- La légalisation du cannabis sur le modèle de nombreux pays voisins et amis. Sortir de la criminalisation des consommateurs tout en mettant un coup d'arrêt aux trafics actuels.
- La création d'une agence européenne de la santé (prévention des diverses addictions, outil de lutte contre le stress contemporain, outil de lutte contre les interactions des additifs alimentaires.).
- L'encadrement de l'industrie alimentaire avec la traçabilité de la production et de la distribution, création d'une alerte à l'encontre des entreprises et des trusts alimentaires ne respectant pas les règles européennes.
- L'établissement de normes européennes régissant les produits bio.

POUR UNE EUROPE VERTE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT !

Parce que nous voulons sauvegarder notre planète pour le bien être de nos enfants et des générations futures, nous proposons :

- D'accroitre les attributions de l'Agence Européenne de l'Environnement de manière à s'assurer (avec pouvoir coercitif) de la mise en oeuvre par chaque Etat des mesures nécessaires au respect des engagements de la COP21.
- Que les entreprises européennes respectent scrupuleusement les orientations actées lors de la Cop21 (rejet de Co2..). La qualité de l'air doit être une priorité européenne !
- La création de brigades vertes nationales (cofinancées par l'Europe) en charge de protéger la nature et qui assurent la bonne application des lois de défense de l'environnement.
- Une politique européenne soutenant nationalement les stratégies de développement de transports propres.
- **Une politique européenne assumée pour la transition énergétique et écologique.** Les énergies fossiles doivent laisser place aux nouvelles ressources plus respectueuses de notre environnement, l'Europe doit soutenir les états qui s'engagent dans cette voie. Une politique européenne visant à promouvoir les énergies renouvelables génératrices d'emplois verts durables, voilà le sens de cette engagement !
- Mise en place d'un moratoire sur le nucléaire civil.
- L'Europe doit accompagner les Etats en matière d'investissement, de production et de distribution des énergies pour permettre leur accès à tous.
- Exigeons une politique européenne de l'eau visant à garantir des prix raisonnables s'appuyant sur la création d'une agence européenne du service public de l'eau (distribution aux habitants, consommateurs dans les lieux publics, et entreprises soutenues d'intérêt européen, recherche appliquée et fondamentale).
- Pour une politique européenne de construction de logements verts. Des solutions existent pour construire à moindre coût des logements écologiques et de qualité !
- Promouvoir le plastique bio et les matériaux bio sources, (tel le plastique de chanvre) et **sortir du modèle actuel générateur de nombreux déchets plastiques.** Entrer in fine dans un système zéro déchet en soutenant la recherche autour de solutions alternatives**.**
- Lutter efficacement contre le phénomène de déforestation en Europe.

POUR UNE EUROPE CITOYENNE ET DEMOCRATIQUE !

L'Europe doit se faire avec les peuples et non contre eux. Inscrivons l'ensemble des Européens dans la construction d'une identité européenne ! Pour cela, nous proposons :

- Renforcer le droit à l'initiative citoyenne avec notamment la possibilité de referendum européen sur la demande d'un million de citoyens.
- Développer des espaces de démocratie participative où les citoyens peuvent donner leur avis sur les sujets importants (plateforme via internet, forum…).

- Création d'une bourse de l'Europe permettant aux Européens (de 16 à 30 ans) de partir une année dans un pays de leur choix pour découvrir une autre culture et forger l'esprit européen.
- Renforcer le fonctionnement démocratique européen avec un parlement Européen au droit législatif plus étendu, en rééquilibrage de la logique technocratique actuelle qui prédomine dans l'organisation des instances européennes. Réduire ainsi le poids de la commission européenne.
- Droit de vote dès 16 ans pour les élections européennes dans tous les Etats.
- Assurer un contrôle plus efficient quant à la présence des députés européens lors des sessions du parlement européen.
- Légiférer contre l'action des lobbies.
- Mise en place de médiateurs européens pour la promotion de l'Union Européenne et de l'identité européenne,
- Promouvoir une fête de l'Europe le même jour dans tous les états membres de l'Union Européenne.